

ANR MIGRINDOM (2019-2023)

Projet collaboratif

CERAPS (partenaire principal, coordonné par Audrey Célestine), CERLIS (responsable scientifique Jennifer Bidet), CURAPP (responsable scientifique Stéphanie Guyon), IDHES (responsable scientifique Sylvain Pattieu), LC2S (responsable scientifique Cédric Audebert)

Offre post-doctorat 20 mois, projet MIGRINDOM : Des Migrants de l'Intérieur. Gestion étatique et trajectoires collectives de migrants en provenance des Départements d'outre-mer

Le projet de recherche

Les « outre-mer » français ont connu d'importants mouvements sociaux dans la dernière décennie (Guyane, Martinique, Guadeloupe, Réunion en 2008-2009, Mayotte en 2016 et 2018, Guyane en 2017). Ce sont à chaque fois de larges segments de la société qui ont remis en cause le rôle et l'action de l'Etat central dans ces territoires. Ces mobilisations ont surtout contraint l'Etat et les élu.e.s à confronter les besoins et aspirations des domiens et de leurs territoires sur le court et le moyen terme. Les territoires en question sont en outre confrontés à un certain nombre de défis majeurs : alors que la population guyanaise croît rapidement, la démographie martiniquaise et guadeloupéenne est en berne (vieillesse et baisse de la population). Cette évolution démographique est la conséquence directe de plusieurs décennies de politiques publiques de migration organisée des outre-mer vers la France hexagonale après leur assimilation à la République en 1946 via la départementalisation. Le projet MIGRINDOM vise ainsi à répondre aux questions suivantes : dans quelle mesure la politique de migration organisée des Français des départements d'outre-mer révèle-t-elle une citoyenneté de second rang ? La politique publique de migration organisée a-t-elle nourri et donné forme à des formes particulières de racialisation pour les « Domiens » ? Que révèle cette politique publique et ses avatars contemporains de la relation entre l'Etat central et les « outre-mer » ? Avec quelles conséquences pour leur avenir économique et social ? Une hypothèse centrale de ce projet est que la migration organisée à partir des départements d'outre-mer a constitué un outil central des politiques publiques à la Martinique, en Guadeloupe ou à La Réunion à la période post-coloniale. De fait, elle est au cœur des politiques publiques dans des domaines aussi variés que la démographie, le travail, la formation, l'éducation, le logement, la famille ou le chômage.

Les recherches se déclineront autour des axes suivants :

- Enjeux théoriques d'une recherche pluridisciplinaire (dirigé par Stéphanie Guyon)
- Logiques institutionnelles et politiques de la migration organisée (dirigé par Sylvain Pattieu)
- De la « migration » à la « mobilité » : rendre compte de l'évolution d'une politique publique (dirigé par Audrey Célestine)
- Migration organisée et emploi (dirigé par Marine Haddad)
- Impact sur les familles et les politiques familiales (dirigé par Jennifer Bidet)

Le poste

Le post-doctorat de 20 mois est rattaché au laboratoire CERAPS (UMR 8026) à l'université de Lille. Il s'inscrit dans le cadre du projet MIGRINDOM présenté ci-dessus, dirigé par Audrey Célestine (MCF Université de Lille) et conduit par une équipe pluridisciplinaire (sociologie, anthropologie, science politique, histoire, géographie). La.le post-doctorant.e contribuera à l'élaboration et à la conduite d'une enquête sur les dossiers individuels des personnes originaires de départements d'outre-mer ayant migré via le BUMIDOM. L'objectif est de construire une base de donnée prosopographique à partir de ces dossiers individuels situés aux Archives Nationales à Pierrefitte. Ce travail doit permettre de travailler à une socio-histoire des politiques migratoires entre les départements d'outre-mer et la France hexagonale.

En fonction de son profil, la.le post-doctorant.e pourra ensuite participer au traitement quantitatif de la base de données (dans le cadre de l'axe «Migration organisée et emploi : de la politique d'emploi à la politique sociale » dirigée par Marine Haddad, INED) OU à un volet qualitatif de l'enquête (dans le cadre de l'axe « Impact des politiques de migration et de mobilité sur les familles et les politiques familiales » dirigé par Jennifer Bidet, CERLIS).

La personne recrutée aura également pour tâche d'aider à l'animation scientifique du projet, tout en développant une recherche personnelle s'inscrivant dans le cadre du projet. Les activités personnelles visant à poursuivre une carrière propre, notamment les candidatures (MCF, CNRS, etc.) seront comprises dans le temps de travail et soutenues.

Tâches demandées :

- Assistance scientifique et administrative à la conduite du projet (séminaire d'équipe, carnet Hypothèses...) 10%
- Développement de sa carrière propre (exploitation des travaux précédents, candidatures) 30%
- Travail de recherche sur les archives principalement à Pierrefitte mais également en Martinique et en Guadeloupe de façon ponctuelle. Selon le profil de la personne retenue, traitement quantitatif de la base de données ou participation à l'enquête de terrain sur les familles en région parisienne et en Martinique et/ou en Guadeloupe. 60%

Rémunération

Variable selon le nombre d'années d'expérience après la thèse (minimum 2675 € brut/mois). Les frais de mission et de documentation seront pris en charge. La personne recrutée sera rattachée au CERAPS et pourra si elle le souhaite bénéficier d'un poste de travail à l'université de Lille. Le projet est également abrité par l'Institut des Amériques et bénéficie d'un espace de travail sur le campus Condorcet en région parisienne.

Profil recherché

- Un doctorat en sciences sociales (science politique, sociologie, anthropologie, histoire)
 - Bonne maîtrise du travail en archives, de la méthode prosopographique et des méthodes quantitatives en sciences sociales
- L'équipe de recherche est également intéressée par des profils :
- Maîtrisant les traitements statistiques avancés OU
 - Maîtrisant la conduite d'enquête qualitatives (méthodes ethnographiques notamment).

L'intérêt pour les thématiques suivantes est un plus :

- Enjeux politiques, sociaux et de l'histoire des départements d'outre-mer
- Sociologie du travail
- Politiques publiques
- Sociologie des migrations

Procédure pour candidater

Pour postuler, merci d'envoyer votre candidature avant le 20 septembre à audrey.celestine@univ-lille.fr et younes.haddadi@univ-lille.fr

Pièces demandées :

Les auditions des candidat.es sélectionné.es auront lieu la première semaine d'octobre pour une prise de poste au 1^{er} décembre 2020.

Université/UMR/Equipe d'accueil (+ Personne de contact éventuelle)	Université de Lille CERAPS audrey.celestine@gmail.com
Durée du contrat et date prévue d'entrée en fonction	20 mois, prise de poste 01/12/2020
PRÉREQUIS	
Discipline de la thèse	Sciences sociales (science politique, sociologie, anthropologie, histoire...)

Date limite de soutenance pour pouvoir postuler	Novembre 2020
PROCÉDURE DE RECRUTEMENT	
Processus de recrutement	- Dossier et entretien
Prise en charge des frais en cas de déplacement nécessaire pour l'entretien?	Si nécessaire (entretiens possibles à Paris, Lille ou en visioconférence)
Visioconférence prévue pour les entretiens des candidat·e·s habitant loin?	OUI
STATUT ET RÉMUNÉRATION	
Statut exact figurant sur le contrat (ingénieur·e de recherche, chercheur·se post-doctorant·e, autre)	Chercheur contractuel
Niveau de la rémunération (prise en compte de l'ancienneté, primes de précarité en fin contrat)	Entre 2675 et 3200 € brut selon ancienneté
Remboursement des frais de transport domicile-travail	OUI (50% de l'abonnement transports urbains) si la personne recrutée vit à Lille + prise en charge des déplacements (réunions, séminaires à Paris, Lille ou ailleurs)
Autres avantages (prime de fin d'année, titres-restaurants, mutuelle, assurance hospitalisation, etc.)	/
CONTENU DU POST-DOC	
Liste des tâches à accomplir dans le cadre du de la chercheur·se en post-doc	<ul style="list-style-type: none"> – Assistance scientifique et administrative à la conduite du projet (organisation de séminaires d'équipe, gestion du carnet Hypothèses...) (10%) – Développement de sa carrière propre (exploitation des travaux précédents, candidatures) (30%). – Travail archivistique puis d'analyse quantitative OU de terrain (60%).

Calendrier précis du déroulement du· de la chercheur·se en post-doc (début du travail de terrain, fin du travail de terrain, calendrier prévu pour l'écriture)	Prise de poste au 1 ^{er} déc. 2020 Travail aux archives : janvier à juin 2021 Traitement quantitatif : septembre 2021 à février 2022 Travail de terrain : Été 2021 – 2 mois pendant l'automne 2021-Hiver 2022 Écriture mars-juillet 2022
Pourcentage du temps de travail consacré à la valorisation de la thèse et des autres recherches antérieures du jeune chercheur / de la jeune chercheuse	30%
CONDITIONS DE TRAVAIL	
Déplacements prévus et conditions (prise en charge des frais, montant de la prise en charge, avance des frais par le laboratoire d'accueil etc.)	OUI (archives et enquêtes région parisienne et en Martinique et en Guadeloupe) En raison des incertitudes concernant la mobilité internationale dans le contexte de lutte contre la pandémie de COVID-19, les conditions de l'enquête en outre-mer pourront être aménagées.
Budget prévu pour la participation du·de la chercheur·se en post-doc à des congrès et autres réunions académiques pour présenter le travail effectué dans le cadre du contrat	OUI
Disponibilité d'un bureau et d'un ordinateur en parfait état pour le·la chercheur·se en post-doc	OUI
Mise à disposition du·de la chercheur·se en post-doc du matériel nécessaire à la réalisation du travail (logiciels, dictaphone, etc.)	OUI
Modalités d'intégration prévues pour le post-doc au sein du laboratoire de recherche d'accueil du·de la chercheur·se (sera membre de plein droit du laboratoire, pourra bénéficier des aides financières que le reste des membres, page internet, mail-list...)	A préciser

POSSIBILITÉS DE VALORISATION DE LA RECHERCHE

Le nom du·de la chercheur·se en post-doc figurera, pendant la durée du contrat et après la fin de celui-ci, dans toutes les publications/communications issues, totalement ou partiellement, du travail du·de la chercheur·se en post-doc	OUI
Moyens prévus après la fin du contrat pour assurer la participation du·de la chercheur·se en post-doc à des colloques/congrès afin de valoriser le travail effectué	OUI

PROCÉDURE DE RECRUTEMENT

Pièces nécessaires à la candidature	<ul style="list-style-type: none">- CV : OUI- Lettre de motivation: OUI- Publications à joindre: OUI (thèse) si convocation pour entretien- Références: NON
Processus de recrutement	<ul style="list-style-type: none">- Dossier et entretien
Prise en charge des frais en cas de déplacement nécessaire pour l'entretien?	Si nécessaire (entretiens possibles à Paris, Lille ou en visioconférence)
Visioconférence prévue pour les entretiens des candidat·e·s habitant loin?	OUI